



EAUZE, le 7 novembre 2017

Michel GABAS
Maire d'EAUZE
Conseiller Départemental du Gers

à

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets de vous interpellier sur un sujet qui me semble essentiel, sujet qui inquiète à juste titre toute la population.

Je suis un élu local (Maire d'une ville de 4200 habitants, conseiller départemental) d'un département rural et par mon métier de pharmacien je bénéficie d'une expertise mais aussi d'un vécu quant à l'organisation des soins dans notre pays.

Notre système de santé s'est dégradé en quelques années tant au niveau de la médecine de ville que de l'organisation hospitalière. Les hôpitaux ont vieilli, la réforme des 35H a participé à la détérioration du service public, mais pire que cela, la raréfaction des praticiens de ville fait peser sur notre système de santé une menace terrible d'accélération du déclassement de notre pays dans ce domaine, alors que nous étions performants.

Vous venez d'arriver aux affaires et je vous en félicite, fort de votre expérience d'élu local et c'est à ce titre que je vous contacte.

Les pharmaciens depuis l'après-guerre sont tenus à un double numerus clausus : l'un à l'entrée de la faculté, l'autre au moment de l'installation. Ce vieux système perdure et même s'il est contraignant pour nous praticiens d'officine, il assure à notre pays le meilleur maillage territorial en Europe. Ce maillage a fait dire un jour à l'un de vos prédécesseurs, ministre de la santé Jacques Barrot, que nous étions les hussards verts de la santé, les premiers au contact de nos populations. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Numerus clausus à l'entrée des facultés légèrement assoupli mais extrêmement sélectif laissant sur le carreau bon nombre d'étudiants qui auraient pu être d'excellents praticiens.

.../...

Rallongement des études médicales, de pharmacie, de chirurgie dentaire qui retardent l'entrée dans la vie active de tous ces futurs praticiens. Centralisme éhonté autour des pôles universitaires au détriment des villes moyennes et surtout de la ruralité.

Il en résulte l'apparition de déserts médicaux même aux portes des grandes villes comme Toulouse, mais aussi une pénurie de médecins dans les hôpitaux publics, les services des PMI, etc.

Que fait l'Etat depuis des années ?

Il raisonne en comptable public à travers les ARS, sans discernement, sans vision à long terme, sans connaissance approfondie des réalités territoriales. Un étudiant en médecine coûte cher, donc on en réduit le nombre. Un médecin prescrit des ordonnances, des transports, des examens, donc moins il y a de médecins moins il y a de dépenses. Pendant ce temps, les collectivités territoriales, les maires, affolés de voir les médecins non remplacés, consacrent un budget conséquent pour recruter des médecins étrangers par le biais d'agences de "chasseurs de tête", dépensent des millions d'euros pour construire des maisons de santé qui ne nous garantissent pas l'arrivée de médecins.

L'exemple de ma ville : EAUZE 4200 habitants avec bassin de vie de 10 000 personnes.

Six médecins il y a trois ans, tous saturés (population âgée, rurale, etc). Aujourd'hui trois médecins car trois partis à la retraite.

Après un an de recherches, j'ai rencontré 10 candidats, tous étrangers. J'ai dépensé pour ma commune déjà 20 000 euros d'acomptes prévisionnels pour les honoraires de recherches qui en cas de réussite s'élèveront à 18 000 € par médecin.

Mon projet de centre médical avoisinera le million d'euros et pour attirer les candidats je ne ferai pas payer de loyer pendant cinq ans.

Quand ce scandale d'état va-t-il cesser ?

Vous parlez d'encore plus de maisons de santé ainsi que de télémédecine ! C'est une vision urbaine de la médecine où l'hôpital devrait occuper un rôle central avec des moyens colossaux au niveau technique et humain, ce qui n'est pas la réalité d'aujourd'hui.

Je ne me contente pas de déplorer l'état alarmant du système de santé français, je compte vous faire des propositions d'un élu de terrain, d'un praticien de terrain, de proximité :

1. Desserrer le numerus clausus à l'entrée des facultés de manière significative ;
2. Raccourcir les études de médecine générale, de pharmacie et de chirurgie dentaire hors spécialisations ;
3. Instaurer un numerus clausus d'installation aux médecins pour assurer un maillage territorial digne d'un pays comme la France.

L'Etat a une responsabilité d'assurer à chaque français au nom de l'égalité face aux soins, une réponse à la maladie, à l'urgence médicale, à la prévention.

.../...

Ceci suppose de "contrarier" les syndicats de médecins libéraux fossoyeurs de la santé en France puisque opposés à ce type de mesure au nom de la sacro-sainte liberté d'installation.

4. Réformer la tarification de tous les praticiens libéraux en instaurant un bonus d'honoraires pour ceux qui s'installent dans les zones défavorisées et un malus pour ceux qui vont dans les zones surpeuplées ;
5. Supprimer les 35H à l'hôpital ;
6. Moderniser les établissements hospitaliers financés par un emprunt d'état spécifique;
7. Donner aux départements la gestion conjointe avec l'état des diagnostics territoriaux de santé ce qui entraînerait la suppression des ARS ;
8. Elargir les compétences des infirmiers en matière de prescriptions de certains soins ;
9. Renforcer le lien médecine hospitalière/médecine de ville en encourageant par des aides financières tous les praticiens libéraux à intégrer des réseaux numériques ;

Monsieur le Premier Ministre, issu comme vous d'un droite sociale, je me sens concerné par l'avenir de mon pays et voit, à ma place d'élus et de pharmacien, le système de santé régresser et déperir mettant en danger nos populations.

Je vous demande de prendre le sujet à bras le corps, d'écouter aussi les "élus d'en bas", ceux qui vivent au quotidien les difficultés et qui contrairement aux experts en tous genres sont connectés aux réalités.

Merci Monsieur le Premier Ministre pour votre implication dans le redressement du pays, mais je pense que la santé est une préoccupation majeure de nos concitoyens et une mission régaliennne de notre république.

Veillez être assuré, Monsieur le Premier Ministre, de mon plus profond respect et de ma parfaite considération.

Michel GABAS
Maire d'EAUZE
Conseiller Départemental du Gers

Copie à :

- *Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé*
- *Monsieur le Ministre de la Cohésion des Territoires*
- *Madame et messieurs députés et sénateurs du Gers*
- *Monsieur le Président du Conseil Départemental du Gers*